Épilogue à l’affaire Rosenberg

On doit la vérité à ses amis, même s’il n’y a que la vérité qui blesse. «L’hystérie européenne», concernant l’affaire Rosenberg a fait lever les épaule à de nombreux Américains libéraux, qui furent autrefois les défenseurs de Sacco et de Vanzetti, de Mooney et de Billings, des nègres de Scattborough et de bien d’autres victimes – toutes, je l’admets, infiniment plus sympathiques que les discutables comparses d’un gang inféodé au MVD. J’admets aussi qu’il y avait quelque chose de grotesque dans le bruit fait autour de deux victimes aussi «discutables» que les Rosenberg, alors qu’à Berlin tombaient, sous le feu des tanks, les héros de l’émeute anti-totalitaire. Mais à qui la faute ? L’opinion publique, dans ses égarements stupides ou généreux, est un «fait» pour qui se targue d’objectivité ; et elle impose un «test» à qui professe le pragmatisme en politique. Défier gratuitement l’opinion mondiale, dans un cas comme celui des Rosenberg, ne rien vouloir écouter des conseils prodigués par des alliés atterrés ; insulter aux sentiments profonds et honorables de nations entières, cela ne suppose-t-il pas, de la part d’hommes pratiques, réalistes, aux cerveaux lucides et froids, une dose singulière de sottise et de vanité ? C’est être soi-même «hystérique», que de jeter du pétrole sur le feu en excitant l’hystérie des autres.

Le geste du bon sens, on l’espère, c’est du président Eisenhower qu’on pouvait l’attendre ; il jouissait de l’autorité morale suffisante pour rester à la fois le héros et le deus ex machina du drame, comme l’avait été Truman aux yeux de l’Europe dans l’affaire Mac Arthur. Qu’on le veuille ou non, le président des États-Unis a raté la plus belle occasion qui lui ait été donnée de s’élever au-dessus des imbéciles de tous les pays, à commencer par le sien. Dans cette affaire

telle qu'elle passera à la postérité, il n'y a plus d'autres héros que les deux exécutés et le magistrat protestataire.

En dépit des avertissements prodigués par tous les non-communistes du monde entier à leurs amis des USA, Ethel et Julius Rosenberg ont pris rang parmi les martyrs de la «nouvelle foi», qui, les traversant, a passé à travers les foules attentives des cinq continents. Leur légende a été scellée par la foudre du supplice, et la portée morale de cette exécution reste telle, que l'anti-américanisme y a trouvé force et vie pour des dizaines d'années et peut-être davantage. Objectivement parlant, il y a là un impondérable psychologique plus puissant que la possession de n'importe quel secret de physique nucléaire. Rien n'est plus dangereux que la réaction en chaîne de l'exemple : derrière le couple de petits-bourgeois qui n'a pas reculé devant un devoir de fidélité, se dessinent les ombres de millions de petites gens qui, demain, accepteront d'être désintégrés tous ensemble, par obstination de loyauté à quelque idée sociale «absurde» ou à quelque fraternité «criminelle»…

Or, s'il est absurde et criminel, de la part d'un homme ou d'une femme habitant un pays démocratique où sont respectées les garanties élémentaires des «droits individuels», de conspirer en faveur d'un empire de conquête et d'esclavage qui vise à les abolir dans le monde entier, il n'est pas moins absurde, de la part des autorités de ce pays, d'exiger de cet homme ou de cette femme le même genre de soumission spirituelle qu'un césar doublé d'un pape prétend exiger de ses sujets. Le «droit individuel» des Rosenberg, tel que le conçoit l'univers civilisé, était de ne pas avouer, de ne pas dénoncer, de ne pas compromettre leurs amis, de ne pas servir leurs ennemis. Le droit légal de la justice américaine était de les punir pour leurs délits avérés et prouvés, selon la coutume de la loi, et non pas de châtier leur silence et leur insubordination morale.

Il y a des degrés de la fidélité que l'État – selon qu'il est

libéral, despotique ou totalitaire – exige des administrés. Dans l'État «libéral», on distingue entre le simple administré et le magistrat assermenté : la conspiration ou rébellion de l'administré est une action punissable, en tant qu'atteinte à la sûreté de l'État, mais qui n'entache pas l'honneur et ne mérite pas l'application d'une peine infamante ; seul le viol du serment civique ou militaire par les serviteurs volontaires de l'État est une trahison et une félonie. Dans l'État «despotique», où tout sujet est censé avoir promis obéissance et fidélité au souverain, on tend à considérer comme traître et félon ce serviteur indigne qu'est le conspirateur démasqué. Dans l'État «totalitaire», enfin, il est entendu que l'abnégation personnelle à l'égard du Prince, de cœur et d'esprit, en fait et en pensée, par action et par omission, est la vie même du citoyen, si bien que cette abnégation réduit à rien la foi jurée des amis, celle des époux, les liens du sang, et le principe même de l'intégrité individuelle. L'État totalitaire punit donc «à bon droit» comme traître tout ce qui ne s'identifie pas à sa volonté ; il punit «à bon droit» comme traître tout ce qui ne trahit pas à son profit le secret de la profession, de la confession, du lit conjugal, de la confidence la plus secrète et de la conscience même. En résumé, le respect de la parole donnée et l'obéissance aux lois positives, voilà ce que l'État «libéral» obtient de ses administrés ; plus exigeant l'État «despotique» demande à ses loyaux sujets la fidélité du soldat et l'obéissance passive aux ordres reçus ; mais seul l'État «totalitaire» est le Dieu jaloux qui veut le sacrifice et l'adoration absolue de tout ce qui respire.

Cela dit, qu'est-ce qu'un agent secret ? C'est un homme qui se cache pour «servir» l'État son maître. Qu'est-ce qu'un traître ? C'est celui qui se cache pour «desservir» l'État son maître. Le capitaine Dreyfus arrêté lors d'une mission secrète en Allemagne aurait pu être légitimement puni comme «espion» sans que la conscience morale s'en insurgeât ; mais le capitaine Dreyfus, condamné en France comme «traître», était l'objet

d’une injustice, car il n’était pas vrai qu’il fût au service de l’Allemagne. Prenons maintenant Julius Rosenberg ; il fut un agent secret soviétique ; était-il «espion» ou «traître» ? Il était traître, nous affirme-t-on, puisqu’en servant loyalement les Soviets il opérait sous le voile de la citoyenneté américaine ! Mais la citoyenneté d’un pays libéral est un état de fait, non un serment de fidélité comme celui de l’officier ou du juge. La preuve, c’est que le fait d’être communiste est reconnu aujourd’hui comme compatible avec la citoyenneté des États-Unis et comme comportant cependant une présomption d’infidélité à ce même pays. Si Rosenberg était communiste, dira-t-on, il devait le manifester et non le cacher. Eh bien, admettons donc un moment qu’il soit considéré comme traître, ce qui signifie qu’on dénonce en lui un faux Américain et un vrai Soviétique ; mais alors, qu’on soit logique et qu’on ne lui demande pas de trahir une seconde fois, de trahir son «vrai» maître, ses «vrais» camarades, son épouse et lui-même ! Car si une trahison est un crime, elle ne peut être rachetée par une seconde trahison.

Oh ! je n’irai pas jusqu’à dire, comme l’on fait quelques-uns de nos amis, que Rosenberg, sympathisant communiste, se devait de livrer à la Russie les secrets atomiques sur lesquels ils pouvaient mettre la main. Dire cela, c’est dire que le petit Maximov devait dénoncer son père, que Rajk devait se déclarer un immonde fasciste ; et Slansky un agent du sionisme international.

Autre chose est de reconnaître la «logique» du totalitarisme – autre chose est de dévoiler par exemple au sympathisant communiste une partie des monstruosités à quoi rengageront (à quoi l’engagent déjà) son adhésion à un régime absolument immoral – et autre chose est de reconnaître cette immoralité comme la loi à laquelle doivent jusqu’au bout se soumettre les prisonniers du totalitarisme !

«Les droits de l’homme sont imprescriptibles», ont affirmé nos aïeux de 1789, entendant par là que l’homme pouvait, au grand

jour, et de son propre chef, briser ses pactes d'esclavage avec son propre passé, dénoncer les vœux éternels, rejeter les sujétions héréditaires, recouvrer les libertés abdiquées, bref reconquérir les biens et les valeurs aliénés par lui au jour de la servitude.

Il serait faux d'enfermer Rosenberg ou n'importe quel communiste dans sa propre morale, en lui disant que son «devoir» est en effet de préparer ou d'accomplir la destruction matérielle et morale d'un monde, si cela convient à ses maîtres [[Comme nous sommes de ces quelques amis d'A. P. qui ont dit – et même nous l'avons écrit – que, si les Rosenberg avaient été, et nous insistons sur ce si, communistes et qu'ils eussent eu des renseignements sur la bombe, mais se fussent abstenus de les transmettre, c'est alors qu'ils auraient été «criminels», nous croyons devoir faire remarquer en toute amitié à notre camarade : 1. Que notre argument était beaucoup plus d'ordre psychologique que juridique ou même éthique : un communiste qui se trouverait dans la situation indiquée plus haut, et qui n'agirait pas en conséquence, ne pourrait plus que se considérer lui-même comme un lâche. 2. Ce qui ne revient pas à dire que nous ayons voulu enfermer les malheureux Rosenberg – toujours en admettant qu'ils aient été communistes – dans l'impasse de l'impératif d'immoralité qui explique assurément tant de faux aveux ou la dénonciation du petit Maximov Slansky contre son propre père, tout comme il expliquerait le propos délibéré «de préparer ou d'accomplir la destruction matérielle et morale d'un monde». *Psychologiquement*, pour un communiste occidental – et nous ne disons pas du tout, encore une fois, que ç'ait été le cas des Rosenberg – qui disposerait de renseignements concernant les armes nucléaires, la question n'est pas de faire servir celles-ci à la destruction préméditée du monde capitaliste où il vit, mais bien de permettre au pays qu'il a la stupidité de prendre pour celui du socialisme de se défendre. Dans sa pauvre caboche, il est même possible que l'infortuné, drogué par le sérum extrait de la colombe à Picasso, et donc se

persuadant de mettre les adversaires à égalité de moyens, et pas davantage, s’imagine de bonne foi (car l’idiotie humaine est incommensurable) travailler pour la paix. Évidemment, ça ne tient pas debout ; mais la justice d’un pays libéral (ou qui prétend l’être) n’a pas à exécuter les gens pour leur bêtise. Et d’ailleurs, même la bombe atomique n’y suffirait pas. (J. P. S.)]]. Il serait également faux de prétendre imposer à Rosenberg ou à n’importe quel communiste ce renversement qui ferait de lui l’esclave totalitaire des USA au lieu de celui de l’URSS. La cause du libéralisme démocratique n’a pas besoin de tels esclaves, et elle se déshonorerait en les employant. Ce qu’on peut demander à un communiste déçu ou vaincu, c’est de comprendre qu’il a fait fausse route, et de revenir à lui-même, à ses droits et à ses responsabilités imprescriptibles. Ce qu’il y a de tragique dans l’Affaire Rosenberg, c’est qu’après tout rien ne prouve que ces deux êtres sont morts pour Staline ou pour Malenkov, comme il a pu le paraître, grâce au président Eisenhower. Leurs lettres donnent à penser qu’ils sont morts l’un pour l’autre et chacun pour soi.

[/A. P./]